

PORTANT MISE EN SENS UNIQUE D'UNE RUE

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant la requalification des sens de circulation de la rue Louis Lacaze ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation de la rue Louis Lacaze ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Un sens unique de circulation est instauré rue Louis Lacaze, dans le sens rue René Cassin vers la rue Carnot, sauf pour les cyclistes, les conducteurs de cyclomobiles légers et les conducteurs d'engins de déplacement personnel motorisés.

ARTICLE 2 – Les conducteurs circulant rue Louis Lacaze et débouchant sur la rue Carnot, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 3 – Les cyclistes, les conducteurs de cyclomobiles légers et les conducteurs d'engins de déplacement personnel motorisés circulant rue Louis Lacaze et débouchant dans le carrefour formé par les rues René Cassin, Palassou et Jean Réveil, doivent céder le passage aux véhicules roulant sur ces voies et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 4 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 5 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 – Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté sont abrogées.


ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

04 AVR. 2024

Pau, le


Clarisse JOHNSON-LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire